

Le sommet algéro-italien s'est ouvert hier, en Sardaigne **L'accord Galsi signé en présence du président Bouteflika**

Le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika s'est rendu hier, en Italie, à l'effet de prendre part au sommet algéro-italien dont les travaux prendront fin aujourd'hui. Ce sommet, faut-il le rappeler, se déroule dans la ville balnéaire Alghero, une région littorale située au Nord Ouest de la Sardaigne.

Les participants à ce rendez-vous n'ont pas perdu de temps à passer aux choses sérieuses, puisque les deux pays ont procédé dès le premier jour, à la signature de l'accord intergouvernemental GALCI par M. CHakib Khalil du côté algérien et M. Pier Luigi Bersani en sa qualité de ministre italien de Développement de l'économie. A noter, par ailleurs, que la cérémonie de signature de cet accord

devant acheminer le gaz algérien à la Sardaigne s'est déroulée en présence du président de la République M. Abdelaziz Bouteflika et le président du Conseil des ministres italien, Romani Prodi.

Au-delà de la signature de cet important accord signé entre les deux pays, il y a lieu de noter que le sommet bilatéral en question avait plusieurs points à son ordre du jour. Dans cette optique, il ne serait pas inutile de rappeler que parmi les principales questions soulevées par les deux parties figurent notamment la lutte contre le terrorisme et l'immigration clandestine.

Il s'agit, logiquement et raisonnablement, de deux questions desquelles notre pays souffre beaucoup depuis quelques années.

Aussi, notre pays a certainement beaucoup de choses à dire sur ces deux dossiers. En matière de lutte antiterroriste, les Algériens, de par le capital expérience qu'ils ont acquis dans ce domaine, ne peuvent qu'être très utiles pour leurs homologues italiens. Quant à l'immigration clandestine, il faudrait dire que l'Italie est l'une des directions les plus prisées par les jeunes algériens en quête d'un avenir meilleur. Aussi, la conjugaison des efforts des services des deux pays chargés de combattre ce phénomène, devenu mondial depuis la chute du mur de Berlin, pourrait, au pire des cas, réduire ne serait-ce qu'un tant soit peu l'étendue de cette équation à plusieurs inconnues.

Med. Semiem

autre
Regard

De Amar **ABBAS**

e-mail : lechodor@yahoo.fr

Ça ne se passe pas comme chez Mc Donald

Pour qu'elle s'emballe, toute élection a besoin, c'est le minimum syndical, de la conviction de ses acteurs, d'un climat sain, d'une atmosphère conviviale et d'objectifs sincèrement déclarés. Cela se passe comme ça chez Mc Donald. Il se trouve, malheureusement pour la démocratie, que nous n'avons rien à voir avec ce monsieur puisque nos élections sont inmanquablement amputées de projets clairs, d'honnêteté et de transparence. Et surtout, de logique ! L'électeur, ou celui qui est supposé l'être, parce qu'il a été trop souvent phagocyté par des hâbleurs professionnels, se contente, de nos jours, de vaquer à des occupations de «basse considération» en détournant le regard de ces gesticulations qui ne l'émeuvent plus. Le plus miséricordieux des électeurs, c'est-à-dire l'abonné des bancs publics ou du Transxène, y va de son rire sous cape pour, à défaut de participer, faire semblant d'écouter.

Et en effet, que peut, aujourd'hui, un maire - toutes tendances confondues - face aux exigences nationales quand même un ministre, un sénateur ou un député, n'avancent aucune solution pour répondre à ces exigences ? La majorité écrasante de nos élus est si intéressée par ses propres ambitions matérielles que l'intérêt national, ou le salut public, comptent pour des prunes. Où avez-vous vu, yarham boukoum, un élu respecter réellement son mandat ou, au moins, ses